



## LE MOT DU PRÉSIDENT

# La République totalitaire en marche

**L**a machine à perdre électorale a une nouvelle fois fonctionné. Seul un candidat libéral-libertaire, mondialiste, immigrationniste pouvait l'emporter. Alors même que les Français réclament plus de frontières, de protection, de défense de l'identité nationale et d'arrêt de l'immigration. Il n'y a là aucun déficit de démocratie. Il y a le résultat logique du régime d'opinion et, par conséquent, de ceux qui la font : les médias et la finance. Un bon marketing politique a permis à l'enfant gâté de l'emporter : prise en compte de la volonté de renouvellement, ambiguïté des positions laissant espérer à tout le monde, démobilisation des opposants, utilisation de réflexes conditionnés (moi ou « *Oradour* »...). Si ce n'avait pas été Macron, c'eût été Fillon, cet autre candidat maastrichtien.

Certes on peut se réjouir du laminage des partis traditionnels, ceux dits de gouvernement. Ils n'ont que ce qu'ils méritent. Le « *dégagisme* » procure ses petites joies. Hélas, cette petite satisfaction, cause d'un fort report des voix vers le candidat d'*En marche*, a été analogue à celle de l'enfant lassé de ses vieux jouets et fasciné par le *tout beau tout nouveau*. Il a fallu une forte dose d'immaturation politique et d'amnésie précoce pour associer Macron au concept du renouvellement. Le désenchantement viendra car l'ancien banquier n'aura pas le pouvoir de changer le plomb en or. Ce président n'est pas celui des Français, pas même celui de la majorité d'entre eux. Il est celui des bobos des grandes métropoles. Nullement celui du pays réel, notamment de cette France périphérique jugée inadaptée au processus de globalisation. Ce mépris affiché du peuple n'enlève pourtant rien à la légitimité démocratique du nouvel élu, pas plus que les 24 millions d'électeurs qui se sont abstenus. Ainsi l'exige le respect des valeurs républicaines. Pardon, mais quelle mascarade que tout cela !

Macron est encore moins le président de la France. Pour cela il y faudrait d'abord la référence à un sol et donc à des frontières, fruits d'une construction persévérante et moyen de protection souveraine en même temps que d'identité. Mais de frontières, il ne saurait en être question pour un cerveau acquis au mondialisme et au fédéralisme européen. Du coup plus d'esprit de défense. Une Florence Parly, rem-

plaçant la Goulard, précédemment prévue et éjectée, est là pour se charger de la basse besogne de l'intégration des Armées, dont elle est la ministre, au grand tout européen. C'était bien la peine d'aller à Orléans célébrer l'héroïne nationale et nous infliger ensuite des ministresses disant ouvertement ne pas « *se sentir françaises* ». Il y faudrait aussi la référence à un peuple, ce qui suppose la reconnaissance des corps qui le constituent à commencer par la famille dont l'intitulé n'apparaît plus dans aucun ministère. Il y faudrait enfin la référence à une culture, mais dans son discours de Lyon du 7 février, le candidat Macron a affirmé qu'« *il n'existe pas de culture française* ». Qu'allait-il donc faire au Puy du fou, ce haut lieu d'enracinement culturel français ?

Ainsi le personnage incarne-t-il tout à la fois le pire de la droite économique et le pire de la gauche sociale. Il y a de quoi s'inquiéter. Les bonnes surprises, s'il y en a, seront marginales. Ainsi après le trio infernal du quinquennat précédent (Peillon, Hamon, Vallaud-Belkacem), Blanquer apparaît-il à l'Education nationale d'un moindre sectarisme. Ce n'est pas difficile ! Le fait important est que le président désormais en place jouit d'une position renforcée : les élections ont scellé la faillite du P.S, des L.R et du F.N, l'assemblée lui est soumise, le Premier ministre et les ministres également grâce à la puissance bureaucratique. Certains observateurs voient là un retour à l'esprit du début de la V<sup>e</sup> République : désir de renouvellement et réalité du pouvoir exercé conjointement par l'Elysée et la technocratie. Si on ajoute à cela le nouveau clivage séparant les réfractaires et les partisans du monde globalisé, ceux-ci étant au pouvoir et méprisant les premiers, on mesure le risque d'une République totalitaire en marche.

Il serait illusoire de compter sur l'oligarchie européenne pour corriger ce processus. En France une véritable opposition va-t-elle émerger ? Il est peu probable qu'elle vienne des L.R, lesquels se rallient, d'ailleurs, ou se divisent en sous-partis. Ce qu'il reste de patriotes dans notre pays n'a pas d'autres solutions que de faire l'effort d'un travail intellectuel et de trouver un paradigme commun. Dans cette tâche nous avons beaucoup à apporter. ■

**Bernard Pascaud**

## LE FRONT NATIONAL, C'EST FINI

**D**epuis qu'il s'est invité dans la cour des grands, le Front national a continûment connu des problèmes de stratégie.

### Des orientations sans cesse changeantes

Pestiférée depuis 1945, la droite nationale, pour reconquérir le terrain perdu, a sollicité à tour de rôle toutes les composantes de notre société, sans jamais parvenir à s'accrocher à l'une d'elles, ce qui l'obligeait à changer sans cesse de stratégie, de cible électorale et de projet, la vouant à la condition d'un parti attrape-tout fragilisé par d'inévitables évolutions et contradictions internes. Ainsi, le Front national a été successivement poujadiste, néo-libéral, de nouveau poujadiste, dirigiste et protectionniste (en économie), européen, puis anti-européen, atlantiste, puis « gaulliste », puis russophile, pro-israélien puis pro-arabe (en politique étrangère), partisan de l'abrogation de la loi autorisant l'IVG, puis simplement de son non-remboursement par la Sécurité Sociale, résolument homophobe, puis plus libéral sur le sujet.

### La ligne néo-gaulliste et populiste de Philippot

Depuis quelques années, il campe sur la ligne Philippot. Le jeune vice-président du FN s'emploie non seulement à poursuivre la « dédramatisation » initiée par Marine Le Pen, présidente du parti depuis 2011, et consistant en un rejet des idéologèmes « *extrême-droitières* », mais encore à dépasser le vieux clivage droite-gauche au moyen d'un programme visant à défendre l'indépendance de la France dans l'intérêt de sa prospérité et de l'emploi et du niveau de vie des Français. Conformément à ce choix, le FN prend position contre les règles économiques fixées par le traité de Maastricht avec ses exigences d'inflation nulle ou faible et ses contraintes budgétaires, réclame le retour à la monnaie nationale et la sortie de la zone euro, se prononce contre la mondialisation, factrice de délocalisations d'entreprises, de désindustrialisation de la France et de conquête économique de l'étranger (rachat de grosses sociétés françaises et rachat, de fait, de nos chantiers navals et de nos aéroports) et pour un protectionnisme visant la défense de nos entreprises, de nos emplois et des conditions de travail et des revenus de nos travailleurs. Il s'agit là d'un patriotisme économique propre à unir le peuple français autour de la défense de la nation comme puissance souveraine au plan tant économique que politique, condition indispensable de la résorption du chômage et du travail précaire et sous-rémunéré. Ce jacobinisme néo-gaulliste axé sur la défense de la nation française contre un monde sans frontières perçu comme agressif et dangereux, appelle une politique étrangère indépendante à l'égard de l'Europe et des Etats-Unis et de rapprochement avec la Russie. S'il était appliqué, la France ressemblerait à ce qu'elle fut

sous la Révolution à partir de 1793 : une nation unie et fermée, en guerre (froide, cette fois) contre le monde entier, peuplé non de « *féroces soldats* » égorgeurs de « *filles* » et de « *compagnes* », mais de capitalistes apatrides légitimés par les tenants d'une éthique universaliste régissant une humanité indifférenciée.

Un tel choix politique fait de la France une nation ramassée sur elle-même, autour de sa quintessence éthique et historique. Pour rassembler, il émonde, épure, élague, ignore et élimine tous les sujets de division, en particulier les sujets moraux. Ce nationalisme est donc un nationalisme concentré, de synthèse, réducteur de la nation à un étroit dénominateur commun. Ce dernier se présente tel un consensus autour de la reconnaissance de la démocratie comme le régime normal de la France et de notre temps, et de tous les acquis sociétaux découlant de l'évolution des mentalités, des mœurs et de la structure de notre société. Le nationalisme philippotiste admet ainsi, outre la laïcité de l'Etat et les grandes libertés républicaines (libertés de pensée, d'expression et de réunion), la libération des mœurs, l'homosexualité, l'avortement, l'union libre et le PACS, considérés comme irréversibles du point de vue légal (théorie hypocrite de l'« *effet cliquet* », qui excuse toutes les lâchetés) et l'offense agressive et ordurière à l'égard de toutes les valeurs spirituelles et morales. Tout au plus entend-il poser quelques bornes : refus de la PMA pour les homosexuels et de la GPA, velléités de propositions de limitations du « *mariage pour tous* » (ou d'institution d'un PACS spécifique), déremboursement des avortements par la Sécurité Sociale. Il prétend n'avoir en vue que l'intérêt général des Français, et est décidé à se rallier à tout ce qui défend l'indépendance nationale et le niveau (et la qualité de vie) de nos compatriotes, ces deux préoccupations étant indissociables.

### Avantages de cette ligne

Aussi ne se montre-t-il pas trop regardant non tant sur le choix de ses alliés que sur celui de sa clientèle électorale. S'il maintient son ancrage éthique et idéologique dans la droite catholique et peu ou prou réactionnaire, il cherche à conquérir des électeurs traditionnellement de gauche, déçus par le parti socialiste et l'impuissance de la gauche marxiste. Philippot a ainsi beaucoup escompté le ralliement d'électeurs de Mélenchon et de sa « *France insoumise* ». Il espère également voir venir à lui nombre de gaullistes orthodoxes, à la fois sourcilieux sur la souveraineté nationale et soucieux d'une politique sociale solidaire, qui ne se reconnaissent plus dans la droite de gouvernement. Et force est de reconnaître que cette stratégie d'ouverture a été relativement payante. Lors de la dernière présidentielle, 7% des électeurs de Mélenchon se sont reportés sur Marine Le Pen, et Nicolas Dupont-Aignan, le gaulliste, a conclu une alliance avec elle (avant de revenir en arrière, après la défaite). De plus, depuis

le début de ce siècle, et plus encore depuis l'avènement de Marine, bien des militants de gauche ont rejoint les rangs du Front national : citons le cas de Valérie Laupies, cette institutrice de Tarascon, longtemps communiste et devenue une adhérente et une élue locale du FN. Et c'est grâce au vote des ouvriers que ce parti a obtenu ses succès électoraux dans le nord et le nord-est du pays. Beaucoup plus qu'autrefois, le FN apparaît, à de nombreux ouvriers, chômeurs et petits agriculteurs comme leur défenseur contre les ravages humains du capitalisme sans frontières et l'Europe de l'orthodoxie budgétaire et de la monnaie forte, qui arrangent les malins et les nantis et écrasent tous les autres. Ouvriers, travailleurs précaires, chômeurs, petits exploitants et commerçants se soucient peu des mises en garde des partis classiques et des médias contre le FN en lequel ils voient leur porte-parole.

## Revers de la médaille

Mais cette stratégie a ses limites.

En premier lieu, elle éloigne du FN sa clientèle droite traditionnelle, indisposée par ce gauchissement. Nombre de conservateurs à l'ancienne mode, de catholiques, de droitiers antijacobins et régionalistes, et d'identitaires désapprouvent l'orientation étatiste, centralisatrice, populiste (voire ouvriériste), dirigiste en économie, relativement anticapitaliste, du parti, ainsi que ses assouplissements en matière de mœurs et de morale, et son insistance sur la laïcité de l'Etat et les grands principes républicains. Or, ils représentent le socle électoral du parti, et pèsent d'un nombre de suffrages important, plus important que celui que le FN peut espérer pomper à l'électorat plébien de la « *France insoumise* ». Cela s'est vérifié lors du second tour de la dernière présidentielle où 20% des électeurs de François Fillon, soit la frange la plus conservatrice (notamment en matière de morale et de mœurs) des partisans de ce candidat se sont reportés sur Marine Le Pen, contre seulement 7% de ceux de Mélenchon. En cherchant à conquérir un électorat habituellement de gauche, le FN, qui vise à devenir un parti de type gaulliste, se mue en une formation politique protestataire, populiste, en laquelle prédomine une sensibilité poujadiste.

Or, l'échec du poujadisme, à la fin des années 1950, s'explique par l'incompétence, l'irréalisme et le passéisme de Poujade et de ses troupes. Et le même échec menace le FN aujourd'hui, la cuisante défaite de sa présidente ayant à cet égard valeur d'avertissement. Le parti lepéniste apparaît comme archaïque (malgré son *aggiornamento*), incapable de résoudre les problèmes de l'heure et de relever victorieusement les défis du monde actuel. La politique économique de Philippot (abandon de l'euro, protectionnisme « *intelligent* » et « *patriotique* », dirigisme colbertiste, maintien de la retraite au terme de 40 annuités, Sécurité Sociale intégrale, maintien du nombre de fonctionnaires) est, en la situation nationale et internationale actuelle, irréaliste ; appliquée, elle se révélerait suicidaire et plongerait la France et les Français (à commencer par les plus modestes, dont le FN se veut le sauveur) dans un marasme abyssal. Tous les

gens sérieux le savent, y compris ceux de la droite nationale, et les Français, même ignorants en économie, s'en doutent. Cela aura pour effet que le FN pourra toujours obtenir des scores électoraux flatteurs dans certaines circonscriptions ou régions plus affectées que d'autres par la désespérance sociale, il ne décidera jamais nos compatriotes, dans leur ensemble, à confier les destinées du pays à un président ou une majorité issu(e) de ses rangs.

## Une probable évolution à l'italienne

Que se passera-t-il alors ? Eh bien, la seule solution pour le FN philippotiste d'éviter sa marginalisation, consistera à amender son programme à la façon dont le fit Jacques Chirac tout au long des années 1980, dans le sens d'un conservatisme *soft* fait de répétition des grands principes du gaullisme et de vellétés de réformes sociales à la sauce radicale. Ce fut la politique de Chirac Premier ministre en 1986-1988, puis des Juppé, Raffarin, Villepin, et même, dans une large mesure, de Sarkozy et Fillon. Ce fut la ligne du RPR, puis de l'UMP. Deviendra-t-elle celle du FN ? C'est probable. Cette voie, c'est celle de l'intégration au système, de la soumission à ses « *valeurs* », ses principes, ses normes. C'est celle que suivit en son temps, en Italie, Gianfranco Fini, qui transforma le Mouvement social italien (MSI), parti néo-fasciste avoué revendiquant l'héritage mussolinien<sup>1</sup>, en Alliance nationale, vouant le fascisme aux gémonies<sup>2</sup>, et se réclamant de la démocratie, de l'idéal fédéraliste européen et du néolibéralisme économique<sup>3</sup>. Du point de vue des considérations de carrière, cette évolution se révéla payante : Fini devint vice-président du Conseil des ministres (juin 2001-mai 2006), ministre des Affaires étrangères (novembre 2004-mai 2006)<sup>4</sup>, et président de la Chambre des Députés (avril 2008-mars 2013) ; son parti devint un élément important de la coalition de droite au Parlement et au gouvernement, et ses caciques eurent leur lot de maroquins. Jetant aux orties tout le legs du fascisme, Fini en arriva même à envisager une relative dépenalisation de la vente et de la consommation du cannabis, et à se prononcer en faveur de l'autorisation de l'insémination artificielle volontaire des êtres humains. Pour terminer, il fit de l'Alliance nationale une simple tendance du Peuple de la Liberté, le parti conservateur ultralibéral, européen et atlantiste de Berlusconi (2009)<sup>5</sup>.

## Une évolution qui ne pourra se produire et réussir qu'après les Le Pen et Philippot

Toutefois, la France n'est pas l'Italie, et le recyclage conservateur libéral du FN marino-philippotiste ne sera pas facile. Dans l'hexagone, les clivages résistent beaucoup plus que dans la botte péninsulaire, et le terrorisme moral et intellectuel règne en maître absolu, ins-

1- Il déclarait alors, en 1990 : « *Mussolini a été le plus grand homme d'Etat du XX<sup>e</sup> siècle* »

2- Au cours d'un séjour en Israël, Fini définit le fascisme comme « *le mal absolu* » (sic) et le régime de Mussolini comme « *un chapitre honteux de l'histoire de notre peuple* » (re-sic)

3- Alors que le MSI se réclamait du corporatisme fasciste

4- Dans le gouvernement de Silvio Berlusconi

5- Depuis 2013, ce parti a repris son nom initial de *Forza Italia*

tituant le plus tyrannique des totalitarismes. En d'autres termes, Florian Philippot ne pourra pas opérer la même reconversion dans la droite républicaine que Gianfranco Fini en Italie vingt ans plus tôt. Reprise en main par Berlusconi, la droite conservatrice libérale italienne intégra à elle Fini et son parti post-fasciste, et nul, dans la péninsule, ne vit là un scandale intolérable. Mais, en France, jamais, au grand jamais, la droite républicaine n'accueillera dans ses rangs l'ancien vice-président du FN, par principe d'une part, de peur de susciter le tollé unanime et insupportablement bruyant de tous les journalistes de plume et de télévision, de toute l'intelligentsia, de tout le monde des arts, des spectacles et de la « culture », de tous les bobos de France et de Navarre, et, bien entendu, de ses adversaires politiques, d'autre part. D'autant plus que Philippot s'accroche – pour le moment, du moins – à son projet de sortie de la zone euro et de protectionnisme « *intelligent* » comme une moule à son rocher, demeurant ainsi opposé au credo de la droite républicaine et de toute la classe politique (sans parler de la classe médiatico-intellectuelle)<sup>6</sup>. Le rapprochement du parti avec Les Républicains (conserveront-ils d'ailleurs longtemps cette appellation ?) n'interviendra donc qu'après lui et sans lui, après non seulement une refondation et un changement de nom, mais après la rupture totale avec la famille Le Pen, son domaine de Saint-Cloud et tout son entourage. La formation politique qui succédera au FN (et même aux « *Patriotes* » de Philippot) répudiera alors non seulement la totalité du legs extrême-droitier, mais également le néo-gaullisme anti-européen, protectionniste et populiste de l'actuel

6- Philippot vient d'ailleurs tout juste de créer une association appelée *Les Patriotes* (le nom même qu'il voudrait donner au FN rénové), pour défendre ses propres idées

vice-président du FN. Tout au plus se présentera-t-il comme un parti néo-sarkozyste.

## Un système excluant nécessairement la droite nationale

Car, sauf à se recroqueviller dans un nationalisme plébéien et jacobin qui le condamne à l'enclavement et le décrédibilise, on ne voit guère comment il pourrait échapper à une telle évolution.

A moins qu'en définitive, il opte pour la ligne Marion, conservatrice libérale en économie, et traditionaliste catholique en matière sociétale. Mais ce choix paraît hautement improbable. Et d'ailleurs, il aboutirait, lui aussi, à la marginalisation du parti, l'enfermant dans le ghetto pestiféré de l'extrême-droite. Notre système politique interdit tout triomphe de la droite nationale, il faut le comprendre une fois pour toutes. Il fonctionne comme un laminoir sidérurgique : tout ce qui passe par lui en sort à l'état de produit standard uniforme. Toute formation politique désireuse de s'y intégrer accepte ses valeurs inspiratrices, ses principes fondateurs et son orientation générale. Donc, le seul avenir possible du Front national est sa transformation graduelle en parti démocratique, conservateur, européen de raison sinon de cœur, libéral en économie comme en morale, « *tolérant* », attaché aux droits imprescriptibles et illimités de l'individu. Un parti comme les autres, dénué d'idées, de convictions et de projet, et dont les dirigeants ne se battront que pour des prébendes. Une évolution à l'italienne.

Le Front national, c'est Fini. ■

## LE MONDE ET LA VILLE

### Jacques Debect

**F**idèle d'entre les fidèles, Jacques Debect était attaché à La Rochelle, sa ville et son arrière-pays aimés où il tenait profession d'ostréiculteur. Il avait été l'ami et le collaborateur de Maître Descubes, le président connu et estimé de la Restauration Nationale locale dans les années 50, et, aussi, de Jean Rocheboitaud, deux hautes figures de l'Action française, en Charente et Charente-Maritime, qui avaient tenu bon dans toutes les crises d'avant et d'après guerre, en particulier après la condamnation ecclésiastique de 1926. C'étaient des diamants taillés à la française dont la sûreté doctrinale savait s'envelopper d'une lumière amène.

Notre ami Jacques Debect qui oeuvrait avec eux, était de la même eau. Il avait repris à leur suite cercles et conférences. Je me souviens d'y avoir donné dans les années 90 une causerie. Nous avons sympathisé. Avec une immense joie, il avait reçu en 2003 le Prince Jean ; une visite de L'Hermione en construction à Rochefort avait été programmée. Le président de la Restauration Nationale, Bernard Pascaud, notre ami Xavier Guittet accompagnaient le Prince. Rien ne fut si simple, si amical, si français. Jacques Debect n'a jamais dévié de cette voie catholique et royale.

Il s'est éteint à 94 ans à La Rochelle où eut lieu sa messe de funérailles dans le rite traditionnel en l'église du Sacré-Cœur de La Genette.

A son fils Guy, à ses deux filles, Marie-Edith et Isabelle, dans la même ligne et lignée et qui sont de fidèles amis, nous exprimons notre très vive sympathie.

Hilaire de Crémiers

# Georges Rousseau

**N**otre vieil ami Georges Rousseau est décédé. Il était âgé de 86 ans. Il a milité jusqu'au bout de sa vie. Ce n'est qu'une fois entré à l'hôpital qu'il a consenti à s'arrêter : il a été emporté en trois mois par un cancer foudroyant que, jusqu'au dernier moment, il affronta en souriant et en sifflotant avec le courage et l'élégance qu'on lui connaissait.

C'était un juriste hors pair ; il était avocat d'affaires et avait poursuivi une brillante carrière dans des sociétés financières et bancaires du plus haut niveau international où son autorité et sa compétence étaient reconnues.

Il aurait pu se contenter d'un tel sort. Mais dès son adolescence, dans les soubresauts de la guerre et de l'après-guerre, il a été saisi par l' « *angor patriae* ». Il connut l'Action française ; artiste à sa façon, comme son père, peintre de renom, il façonna sa pensée personnelle, politique, sociale et même économique sous l'inspiration de cette école de pensée où se rencontraient, encore nombreuses à cette époque, des personnalités exceptionnelles qui savaient éclairer l'actualité d'une analyse lumineuse dont l'intelligente cohérence mettait en rapport les effets avec leurs causes réelles, politiques, institutionnelles. Causes malheureusement toujours négligées. La France perdait encore et toujours et se perdait pour des raisons précises qui étaient occultées. D'où son besoin de propager la vérité politique. Il devint militant fidèle et, pour un homme de cette trempe, d'une humilité remarquable qui s'alliait fort bien à une certaine brusquerie. Il détestait le mensonge. Il servit Bernard Mallet, président des Comités directeurs de l'Action française, dans les années difficiles qui suivirent 1968. Trente ans plus tard, il reprit du service à la Restauration Nationale ; il accepta le poste de président de la Fédération royaliste d'Île de France. S'enchaînèrent, dans le renouveau des années 2000, réunions, banquets, conférences mensuelles. Il acceptait, toujours en sifflotant, toutes les tâches, transformant « *les mises sous pli* » en réunions amicales et festives. Il organisait chaque année pour sa fédération une sortie culturelle qu'il préparait avec soin. Nous avons visité l'Île de France grâce à lui ; tous les participants en gardent des souvenirs que son appareil de photos fixait à jamais pour nos mémoires.

Il avait donné sa fidélité à la famille de France. Il ne manquait jamais une réunion de Gens de France. Rien ne lui fit plus plaisir que la visite gracieuse que rendit le Prince Jean à un des dîners amicaux de sa fédération parisienne. Le vieux fidèle tourna en l'honneur de son prince le plus charmant des compliments.

La dégradation de la politique française, l'éclatement de la société nationale, les lâches abandons des politiciens le rendaient moralement et presque physiquement malade. Jusque sur son lit d'hôpital, il gémit de la toute dernière actualité. Mais il gardait l'espérance : il ne lâchait rien de ses convictions et de son assurance dans l'avenir royal de la France. Sa charité était exquise et prévenante ; il n'en parlait jamais, il faisait. Beaucoup d'amis de son entourage eurent l'occasion d'en connaître les effets. Il gardait des secrets dans son cœur. La Vierge Marie en était.

La messe de funérailles a été célébrée le 23 mai en l'église Saint-Fiacre à Massy où il habitait. Elle fut chaleureuse et fraternelle. Ses deux fils et sa fille, tout remplis des exemples de sa vie, ont su exprimer la qualité d'âme de leur père. La Restauration Nationale leur présente ainsi qu'aux petits-enfants, ses condoléances les plus émues.

Nous attendons la parution de ses « Mémoires » qu'il avait pris soin d'écrire avant sa mort.

Hilaire de Crémiers



**RESTAURATION  
NATIONALE**

La Restauration Nationale  
1 rue de Courcelles - 75008 PARIS  
Tél : 01 53 53 03 05  
restauration.nationale@wanadoo.fr

Commission paritaire :  
CPPAP 1121 P 11405

ISSN 169712/1  
Dépot légal : février 2014

Imprimeur : Debourg  
26 impasse des Garrigues  
11100 NARBONNE

Directeur publication et rédaction : Bernard Pascaud

Editorialiste : Yves Morel

Liaison avec les fédérations : René Tallavigne

Publication de la Restauration Nationale - Centre de propagande royaliste et d'Action Française - Mouvement fondé par Pierre Juhel

Faites connaître le site de Politique Magazine  
[www.politiquemagazine.fr](http://www.politiquemagazine.fr)

# LES ENSEIGNEMENTS DES DERNIÈRES ÉLECTIONS

## L'aube d'une ère nouvelle ? Plutôt sa consécration

**E**nfin, nous voilà sortis de plus de huit mois de campagne électorale continue. Macron règne. Et il a le soutien d'une majorité absolue de députés (certes un peu plus courte que prévue) qui domine une Assemblée nationale profondément renouvelée et rajeunie, comme toute la classe politique dont les caciques en place depuis au moins deux décennies ont été éliminés d'une façon ou d'une autre (Hollande, Juppé, Sarkozy, Fillon, Valls, Cambadélis, etc.). D'aucuns veulent voir dans cette récusation des vieux partis et des vieux notables et ce brutal rajeunissement du microcosme une révolution, l'aube d'une ère nouvelle. En réalité, il conviendrait plutôt de parler de consécration d'une ère nouvelle, celle que nous vivons depuis trois décennies (sinon plus), celle du libéralisme économique absolu, du capitalisme sans frontières, de la disparition des nations et des États, de l'inanité de la politique, de l'impuissance des gouvernants, réduits à l'état de gestionnaires d'un ordre économique mondial, de la dilution de toutes les valeurs spirituelles et morales au nom de la seule loi du profit, de leur remplacement par une pseudo-éthique frelatée, étayée sur le culte bêlant des droits de l'homme, et une assimilation de la reconnaissance de la dignité humaine à une indifférenciation ethnique et culturelle et à une massification de la société. C'est tout cela que représente Macron. Et, cela va de soi, il aura pour lui tous les lobbies mondialistes qui ne reconnaissent pour valeurs que celles cotées en Bourse. Il a pour lui, également, nous avons pu le voir aux louanges qu'ils lui ont adressés dès avant son élection (longtemps avant) les eurocrates de Bruxelles et les chefs de gouvernements d'Europe occidentale. Sous la houlette du nouveau président, de ses nouveaux ministres et députés, c'est la même politique qui continue, celle de Hollande et Valls (rallié à Macron dès la campagne électorale), des socialistes (dont un bon nombre de hiérarques, à commencer par l'actuel ministre de l'Intérieur, ont rejoint *LREM*), celle aussi des libéraux de tout poil, comme l'atteste l'attribution des ministères clefs de l'Économie et du Budget à Le Maire et Darmanin, transfuges des « *Républicains* ». L'État *Macron-LREM*, c'est la synthèse (au demeurant naturelle et facile à réaliser) des « *Républicains* » et des « *socialistes* », de Sarkozy et de Hollande, de Fillon et de Valls, du conservatisme libéral et du social-libéralisme, la concrétisation de l'*UMPS*. Et toute la jeune classe bobo (on compte un nombre incroyable de représentants des professions libérales et de patrons de startup(s) parmi nos nouveaux députés) qui gonfle les rangs de *LREM* incarne une France sans autres principes que l'individualisme assis sur les Droits de l'Homme, un économisme prétendument humaniste et moderne, la marchandisation généralisée et le mélange de toutes les cultures, une France plus que jamais privée de souveraineté et soumise aux décisions, réglementations, contrôles et interdictions de la Commission européenne, elle-même

simple pièce sous-continentale du grand marché mondial. Macron et ses troupes sont l'alibi jeune et branché du système. Ils incarnent (si l'on peut dire, d'ailleurs) une France née d'hier, sans passé, ni traditions, ni identité, ni culture propre, à laquelle la démocratie libérale tient lieu de religion en même temps que de cadre institutionnel et de système de pensée, conformiste, permissive, une société d'ilotes connaissant des conditions de vie et de travail difficiles, souvent « *moroses* », comme on aime à dire, abrutis par la télé, Internet, les jeux vidéo, la pseudo-culture de masse, les spectacles « *musicaux* » aussi bruyants qu'abêtissants, et conditionnés à tout cela dès l'École.

Rien de nouveau sous le soleil, donc. Et d'ailleurs, nous voyons l'actuel gouvernement reprendre les projets de ses prédécesseurs, et, pour commencer, nous préparer une nouvelle loi Travail, de la même eau que celle du cabinet Valls.

Et cependant, on peut trouver des motifs de satisfaction aux résultats de nos dernières élections, tant présidentielle que législatives.

## La salutaire déroute de la gauche fanatiquement idéologique

En premier lieu, la déroute de la gauche socialiste et écologiste. Cette dernière sort anéantie de ces consultations. Elle ne dispose plus que de 45 sièges (29 PS, 12 « *Divers gauche* », 3 PRG, 0 écologiste). Comment ne pas s'en réjouir et ne pas constater avec plaisir l'éviction des Urvoas, Touraine, El Khomri, Vallaud-Belkacem, Duflot, Cosse, Hamon, Christian Paul, Rossignol et tutti quanti, de toute cette gauche gauchéo-écologique, fanatique du mariage homosexuel et de la théorie du genre, pédagogue, promotrice de la pseudo-culture *underground* et du *melting pot* ethnoculturel, égalitariste, mondialiste et libérale-libertaire ? Certes, son départ n'ôte rien au mal qui a été fait sous le quinquennat précédent en matière de morale, de culture et d'identité nationale, mais, au moins, il réduit sa capacité de nuisance. C'est toujours cela. Les nouveaux maîtres ne vont pas défaire ce que cette gauche, la plus nuisible de toutes, a fait, mais, à tout le moins, ils ne seront pas tentés d'aller plus loin dans la destruction de la famille, de la morale, de la culture et de l'identité française. Très souvent issus de la « *société civile* », assez fréquemment chefs d'entreprises, les élus *LREM* sont plus portés sur l'économie que sur le sociétal ; et, s'ils vivent avec leur temps et épousent les travers de leur époque, du moins ne sont-ils pas tentés par la révolution culturelle, le terrorisme intellectuel et l'édification du meilleur des mondes. Ils se définissent ostentatoirement comme des réalistes, des « *pragmatiques* » soucieux du redressement économique de notre pays, avant toute chose, et se défient de l'idéologie. On peut donc espérer qu'ils ne considéreront pas comme prioritaires la libéralisation totale de

la PMA, la légalisation de la GPA ou la poursuite de la destruction de tout ce qui subsiste d'à peu près valable dans notre institution scolaire.

## La poursuite de la plus néfaste des politiques

Cela dit, il n'y a pas de quoi trop se réjouir. Aujourd'hui comme hier, la France reste une nation privée de souveraineté, enchaînée à Bruxelles, à la remorque de l'Allemagne, économiquement exsangue, surendettée, conduite par un Etat virtuellement en cessation de paiement et qui ne parvient à rémunérer ses fonctionnaires qu'en recourant à des emprunts extérieurs, dont les grandes entreprises, les chantiers navals et les aéroports sont sous le contrôle des sociétés étrangères, dont la population connaît des conditions de vie et de travail pénibles, la précarité, la pauvreté, le chômage incompressible, dont le niveau d'instruction des jeunes s'affaïsse continûment, et qui, cela va de soi, malgré les rodomontades de nos politiciens et de nos médias, a perdu tout prestige et toute influence sérieuse dans le monde. Après Hollande, Macron ne fera qu'entériner cette situation de fait, et le gouvernement qu'il a nommé ne fera pas mieux que les précédents et ressemblera à un syndic gérant une faillite. A titre d'illustration prémonitoire de ce que nous annonçons ici, nous rappellerons ce débat télévisé de l'année dernière où Macron encore ministre de l'Economie de Hollande, répliquait à Philippot, promoteur d'un « *protectionnisme intelligent* », en soulignant l'irréalisme de son interlocuteur et en déclarant que nécessité faisant loi, il n'y avait rien à faire et qu'il fallait s'accommoder de cette situation... tout en « *libérant les énergies* » (formule on ne peut plus creuse) pour tenter d'en tirer le moins mauvais parti possible. Macron est l'homme d'un système qui condamne la France, et il ne faut donc pas attendre de lui un quelconque relèvement.

## L'abstention des électeurs : l'amorce d'un retour à la lucidité ?

Mais il existe un autre motif de réjouissance au vu de ces dernières législatives. Il découle du taux incroyablement élevé de l'abstention : plus de 57%. Ce chiffre record s'explique aisément.

Tout d'abord, nos compatriotes sont légitimement fatigués du climat de campagne électorale permanente qui les assomme depuis une bonne huitaine de mois, et de la succession de quatre tours de scrutin (deux pour la présidentielle, deux pour les législatives), sans parler des quatre tours de scrutin des « *primaires* » de la droite (deux) et de la gauche (deux également) à l'automne dernier. Rien d'étonnant à ce que, lassés, écœurés, hébétés, irrités, ils aient fini par boudier les urnes.

En second lieu, l'institution du quinquennat, en faisant suivre la présidentielle des législatives, a fait perdre à celles-ci presque toute leur importance de naguère. Les élections législatives sont désormais perçues comme une demande de confirmation du résultat de la prési-

dentielle et d'octroi au président nouvellement élu de la majorité parlementaire nécessaire au vote des lois présentées par le gouvernement qu'il a nommé. Provoquant un effet d'entraînement en faveur de ce dernier, elles démobilisent les électeurs qui estiment, quelles que soient leurs préférences, que les jeux sont faits et qu'il n'est ni possible ni souhaitable d'élire une majorité hostile au nouveau locataire de l'Élysée.

La réforme constitutionnelle d'instauration du quinquennat fut entreprise dans le dessein de faire coïncider les élections présidentielle et législatives afin de donner au pouvoir en place un temps suffisant pour gouverner et prendre les mesures jugées par lui nécessaires à l'intérêt de la France sans être bridé par la crainte de se voir désavoué deux ou trois ans seulement après son arrivée aux affaires, et d'éviter ainsi des cohabitations toujours difficilement supportées entre un président de la République et un gouvernement appartenant à des partis politiques mutuellement opposés. Cela revenait à reconnaître le caractère fondamentalement pernicieux d'un système politique fonctionnant par des élections à répétition se succédant chaque année ou tous les deux ans et interdisant toute action politique de grande ampleur à un gouvernement tétanisé par la peur de la sanction des urnes, et qui, dès lors, navigue à vue et à vitesse réduite, en bornant ses audaces. C'était reconnaître qu'une œuvre politique d'envergure exige beaucoup de temps pour être préparée, être mise en œuvre, puis porter ses fruits jusqu'à produire des effets sensibles dans la vie quotidienne de la population. Cela demande plus que deux ou trois ans, plus même que cinq ans ; cela peut demander une bonne dizaine d'années, voire davantage. Si la politique suivie est bonne (et on ne peut être sûr de cela à l'avance), ses bénéficiaires pourront être des gens qui étaient mineurs au moment où elle a été décidée, tandis que beaucoup d'autres, plus âgés, n'en profiteront que peu et tardivement, après avoir continué à vivre encore assez longtemps dans les difficultés. En réalité, ce n'est pas un quinquennat qu'il conviendrait d'instituer, mais au moins un « *décennat* ».

Il importe donc de se garder de gémir sur la dégénérescence présumée de notre démocratie, manifestée par la désaffection des Français à l'égard des législatives et des élections en général, et sur le caractère prétendument monarchique de notre institution présidentielle. C'est plutôt le caractère délétère de la démocratie qu'il convient de déplorer, auquel la présidentialisation apporte un pauvre palliatif. La situation politique et institutionnelle à laquelle nous sommes arrivés, depuis l'instauration du quinquennat, est l'aveu indirect et implicite de l'incurie foncière de notre démocratie, de son inadaptation à notre nation et à la résolution des très graves problèmes de l'heure, et la reconnaissance inavouée de la nécessité d'un pouvoir fort et durable qui ne soit pas périodiquement menacé ou renversé par des élections se succédant tous les deux ou trois ans.

Cela, nos compatriotes le comprennent au fil du temps, d'élection en élection, l'ont peut-être déjà compris, et leur désaffection à l'égard des scrutins (outre les légis-

latives, rappelons que la dernière présidentielle a vu une abstention de 25,8% au second tour) s'explique en grande partie par cette raison. Carence du système, discrédit de partis sans conviction ni foi ni projet, et impuissants, voilà qui explique la désaffection des Français à l'égard des élections et le succès incroyable, auprès de ceux qui votent, d'un mouvement comme *LREM*, qui se pose en contempteur des formations politiques

traditionnelles et des idéologies de tous bords. Il n'y a rien là de dramatique. Au contraire, il convient d'y voir le début d'un retour de nos compatriotes à la lucidité politique. Arriveront-ils un jour à la conclusion qui s'impose : la démocratie républicaine est une imposture et une source d'inefficacité et de décomposition dans tous les domaines de la vie de notre nation ? Souhaitons-le ardemment. ■

André Delion

## Appel à nos adhérents et à nos amis - Cotisation 2017

**Le projet politique national et royal que porte la Restauration Nationale, s'est développé toutes ces dernières années. Or, la situation politique est telle que nous avons le devoir de présenter aux Français qui en prennent conscience, un tel projet national et royal qui est le seul salut de la France.**

**Il nous faut des moyens pour notre oeuvre, vous le savez, et en particulier pour développer les outils internet. Tout a un coût. Votre participation est indispensable. Vous pouvez régler votre cotisation 2017, et régler votre abonnement au bulletin Restauration Nationale, en remplissant le bulletin ci-dessous. Pour ceux qui auraient omis leur règlement annuel, c'est le moment d'y penser.**

**La Restauration Nationale est un groupement politique reconnu. Les cotisations et les dons qui lui sont faits, sont donc déductibles de l'impôt sur le revenu à hauteur de 66 % dans les conditions fixées par la loi. Vous recevrez en temps voulu le reçu fiscal avant votre déclaration d'impôt.**

<u>Adhésion à la Restauration Nationale</u>	Normal : 38 € - Bienfaiteur : 50 € - Soutien : 190 € et plus Étudiants et chômeurs : 20 €
<u>Abonnement à Restauration Nationale</u>	Normal : 15 € - Soutien : 20 € et plus Étudiants et chômeurs : 6 €
<u>Dons à l'AF-RN, Association de Financement de la Restauration Nationale</u> : ..... euros.	
Nom : M, Mme, Mlle ..... Prénom .....	
Adresse .....	
Code postal:..... Ville ..... Tél .....	
Date de naissance ...../...../..... Profession ..... <b>Courriel</b> .....	
<b>Bulletin d'adhésion et chèque joint global pour cotisation, abonnement et don à l'ordre de l'AF-RN et à envoyer à : La Restauration Nationale, 1 rue de Courcelles, 75008 Paris.</b>	

### *La nouvelle Revue Universelle*

Fondateur : Jacques Bainville

Directeur de la publication : *Hilaire de Crémiers* - Rédacteur en chef : *Chridtian Franchet d'Esperey*

Abonnez-vous à cette revue prestigieuse, toujours nouvelle par sa richesse et sa diversité

Abonnement pour 4 parutions annuelles : 70 euros

Abonnement de soutien : 100 euros

Chèque à l'ordre de *La Nouvelle Revue Universelle*

1 rue de Courcelles, 75008 Paris - Tél. 01 53 53 03 05

### Sommaire

Le mot du Président, par Bernard Pascaud .....	1	Les enseignements des dernières élections,	
Le Front National, c'est fini, par Yves Morel .....	2 et 3	par André Delion .....	6 et 7
Le monde et la ville .....	4 et 5	Cotisations .....	8